



PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des affaires foncières et de l'urbanisme**

Arrêté D3 – 2007 n° 568 *h.i.a*

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE CHEMILLE**

*- Aménagement de l'extension du parc d'activité  
« Anjou Actiparc des Trois Routes »*

*- Dérivation du ruisseau de la Guefferie*

Commune de Chemillé

**AUTORISATION**

**ARRETE**

**Le préfet de Maine-et-Loire  
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Centre, Coordonnateur du Bassin Loire Bretagne, du 26 juillet 1996, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement présenté par la communauté de communes de la région de Chemillé pour l'aménagement de l'extension du parc d'activités « Anjou Actiparc des Trois Routes » et de la dérivation du ruisseau de la Guefferie sur la commune de Chemillé ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 271 du 15 mai 2007, prescrivant une enquête publique relative au projet d'extension du parc d'activités « Anjou Actiparc des Trois Routes » et à la dérivation du ruisseau de la Guefferie sur la commune de Chemillé ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 13 août 2007 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 6 septembre 2007 ;

Vu la notification au pétitionnaire du projet d'arrêté du 7 septembre 2007 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Maine-et-Loire,

## ARRETE

## TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Art. 1<sup>er</sup> : OBJET DE L'AUTORISATION

La communauté de communes de la région de Chemillé est autorisée en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, aux conditions fixées par le présent arrêté à réaliser les travaux d'extension du parc d'activités « Anjou Actiparc des Trois Routes » sur 60 ha et de dérivation du ruisseau de la Guefferie sur la commune de Chemillé.

Les rubriques de la nomenclature définies à l'article R.214-1 du code de l'environnement, concernées par cette opération sont les suivantes :

N° rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau, sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m.	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha.	Déclaration

## TITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Art. 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le coefficient d'imperméabilisation du parc d'activités est limité à 0.70

La zone aménagée est située sur le bassin versant du ruisseau de la Guefferie, affluent du ruisseau du Rutord.

Les eaux pluviales issues des lots seront régulées au niveau de chaque parcelle par des bassins de rétention privés à la charge des futurs acquéreurs, puis rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du parc d'activités.

Les eaux pluviales issues de la voirie seront régulées par des bassins de rétention publics.

Les bassins de rétention sont dimensionnés sur la base d'une pluie de période de retour 10 ans.

Les débits de fuite des différents ouvrages sont calculés à partir du débit spécifique de 5 l/s/ha

	Bassin versant Rutord
	Protection décennale
Espaces publiques Coefficient d'apport :1	Débit de fuite 5 l/s/ha Volume de rétention 280 m <sup>3</sup> /ha
Lots Coefficient d'apport :0.7	Débit de fuite 5 l/s/ha Volume de rétention 173 m <sup>3</sup> /ha

Les rejets des eaux pluviales issus des ouvrages de rétention devront être compatibles avec le respect de l'objectif de bonne qualité du ruisseau de la Guefferie

Le traitement des eaux pluviales avant rejet au milieu aquatique est assuré par décantation dans les différents bassins de rétention.

Les bassins de rétention seront équipés en sortie d'une fosse étanche en permanence en eau, associée à une cloison siphonée permettant de récupérer les hydrocarbures flottants ainsi que d'autres déchets flottants.

Pour piéger une éventuelle pollution accidentelle, les bassins seront équipés en sortie d'un système de fermeture manuel et d'une fosse étanche d'une capacité de 30 m<sup>3</sup> en amont du regard de vidange.

Afin de vérifier l'absence de rejet d'eaux usées, la DCO en sortie des bassins sera contrôlée une fois par an et devra être inférieure à 150 mg/l.

Le règlement de la zone précisera qu'en fonction de l'activité de l'entreprise, il pourra être imposé la mise en place d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures en sortie de lot avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales.

### **Art. 3 DEVIATION DU RUISSEAU DE LA GUEFFERIE**

La dérivation du ruisseau de la Guefferie s'effectuera en deux phases :

En première phase à court terme pour la réalisation de la plate forme d'ISOVER, le ruisseau sera dévié sur 1000 m en limite de l'A87 avec un raccordement provisoire de 300 m sur le ruisseau existant en aval du lieu-dit « la Caillaudière »

En seconde phase pour la réalisation de l'extension complète du parc d'activités lorsque la communauté de communes possédera la maîtrise foncière de l'ensemble, la déviation sera prolongée sur 800 mètres avec un raccordement définitif en aval du plan d'eau du Rutord et en amont immédiat du franchissement de l'Autoroute A87 .

La déviation du ruisseau devra permettre de recréer un habitat mosaïque et diversifié, de reprendre les berges et de diversifier la ripisylve afin de restaurer ses fonctionnalités.

La déviation du ruisseau de la Guefferie sera réalisée suivant les plans joints en annexe de l'arrêté.

Le lit majeur du ruisseau aura une largeur de 13 m permettant le passage d'une crue centennale.

Un chenal d'étiage de 70 cm évoluera dans un lit mineur de 1.4 m de large correspondant à la sinuosité de détail. Une sinuosité plus globale sera obtenue avec un méandrage du lit mineur de 1.4 m tous les 100 m, au sein du lit majeur d'une largeur de 13 m.

Les berges seront en pente faible (de 3 pour 1 à 7 pour 1) afin d'adapter le type de végétation, à leur capacité d'immersion.

Afin de diversifier les habitats, des matériaux locaux de granulométrie diversifiée (pierres de grande taille, blocs, graviers, cailloux...) seront mis en place.

Une diversité des vitesses d'écoulements sera obtenue par la mise en place de déflecteurs en pierre et bois et l'aménagement d'atterrissement constitué de pierres de taille moyenne parmi lesquelles des végétaux amphibie pourront se développer.

Une alternance de radiers et de mouilles sera recherchée.

La ripisylve sera constituée en recherchant une variété des espèces.

En sommet de berge, des plantations de Chênes Pubescents et d'Aubépine Monogyne seront réalisées.

Du sommet vers le lit mineur, seront implantées les espèces suivantes : le Charme, le Cornouiller, le Prunelier, le Sureau noir, le Frêne, le Noisetier, le Saule et l'Aulne glutineux.

Dans le lit mineur, le Sium Ombellifère sera transplanté.

Le plan d'eau de la Caillaudière et le plan d'eau du Rutord seront déconnectés du ruisseau de la Guefferie.

Le plan d'eau du Rutord fera l'objet d'un aménagement spécifique afin de le transformer en zone humide. Les arrivées d'eaux ponctuelles ou diffuses dans ce plan d'eau seront préservées. Le plan d'eau fera l'objet d'une bathymétrie afin d'évaluer sa profondeur. Un nouveau profil en travers du plan d'eau sera réalisé afin de permettre l'implantation d'espèces végétales selon leur résistance à divers degrés d'immersion.

Afin de garantir un réaménagement de qualité du ruisseau, la communauté de communes missionnera un maître d'œuvre spécialisé dans les opérations de restauration aquatique, écologique et paysagère avant le démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage présentera pour avis et validation au service chargé de la police de l'eau un avant projet détaillé de la restauration du cours d'eau.

La renaturation complète des 700 premiers mètres dérivés s'effectuera au plus tard avant le 30 juin 2008.

La déviation définitive du cours d'eau sera réalisée au plus tard 2 ans après l'acquisition foncière de l'ensemble de la zone.

En 2010, si l'acquisition foncière n'aboutissait pas, la dérivation provisoire de 300 mètres fera l'objet d'une renaturation complète identique au premier tronçon.

La zone humide située en aval de la Caillaudière entre le ruisseau et la RD160, sera préservée à court terme lors de la première phase de l'aménagement.

En seconde phase, lors de l'extension définitive du parc d'activités, elle sera soit conservée dans le plan d'aménagement avec protection de son fonctionnement soit compensée par l'aménagement du plan d'eau du Rutord en zone humide compensatoire.

#### **Art. 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX EAUX USEES**

Les eaux usées de la zone d'activités seront traitées par la station d'épuration de la commune de Chemillé

#### **Art. 5 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

Le maître d'ouvrage doit constamment tenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages de traitement et de rejets des eaux pluviales qui doivent toujours être conformes aux prescriptions de l'autorisation.

La surveillance et l'entretien des ouvrages hydrauliques et du ruisseau dans sa traversée du parc d'activités seront assurés par les services techniques de la communauté de communes de la région de Chemillé.

*L'entretien des bassins comprend :*

- le contrôle annuel du bon fonctionnement des vannes de confinement et des régulateurs de débit
- le nettoyage des berges et la vérification de leur stabilité
- le nettoyage dès que nécessaire des grilles, des ouvrages de régulation et des collecteurs d'arrivée et de départ des bassins
- le curage des ouvrages de décantation
- l'enherbement et l'entretien des végétaux du fond et des talus des bassins
- le fauchage et le curage dès que nécessaire des bassins
- la vérification de l'étanchéité des bassins
- le cas échéant, l'évacuation des nappes d'hydrocarbures repérées à la surface des bassins
- l'usage des pesticides est interdit à proximité du cours d'eau. Les opérations d'entretien seront réalisées par des moyens mécaniques

Le maître d'ouvrage prendra toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits (boues de curage, hydrocarbures, déchets végétaux, autres déchets) et leur évacuation selon la législation en vigueur.

Le maître d'ouvrage est tenu de s'assurer de la conformité des ouvrages de rétention privés vis à vis des prescriptions de l'arrêté.

#### **Art. 6 : PROGRAMME DE SUIVI**

Le programme sera effectué du démarrage des travaux jusqu'à 5 ans après la dérivation définitive du ruisseau et comprend :

- une analyse annuelle sur les paramètres physico-chimiques : MES, DCO, DBO5, NGL, P, hydrocarbures totaux
- un IBGN annuel sur deux points, l'un en partie amont du projet, l'autre en aval du plan d'eau du Rutord
- une analyse annuelle de l'évolution de la renaturation du ruisseau avec bilan de la biodiversité et recommandations d'actions éventuelles correctives.

L'ensemble de ces éléments sera transmis sous la forme d'un rapport annuel à la police de l'eau.

**Art. 7 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX REJETS D'EAUX PLUVIALES PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX**

Le maître d'ouvrage avertira le service chargé de la police de l'eau, 15 jours avant le démarrage des travaux.

Les travaux de terrassement (déblais, remblais) liés à la construction des ouvrages seront conduits de manière à éviter l'entraînement de matières en suspension et de substances polluantes vers le milieu aquatique :

- les travaux de terrassements seront réalisés autant que possible en dehors de périodes pluvieuses.
- les bassins seront réalisés dès le début du chantier afin d'assurer une décantation des matières en suspension issues du chantier, et de stocker une éventuelle pollution accidentelle.
- les eaux de ruissellement de la zone de chantier seront collectées par des fossés provisoires de ceinture et dirigées ensuite vers des bassins de rétention.
- les terrassements seront rapidement engazonnés.
- les aires de stockage des matériaux sources de particules fines ou d'éventuels produits toxiques seront installées à distance des fossés de drainage des eaux de chantier.
- les aires de stationnement des matériels de chantier devront prévoir des dispositifs afin de prévenir les fuites accidentelles des produits polluants.

**Art. 8 : RECOLEMENT**

Chaque année, en fonction du développement de la zone, le maître d'ouvrage transmettra au service chargé de la police de l'eau la mise à jour des descriptifs et des plans des ouvrages de régulation des eaux pluviales publiques et privées.

**TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES**

**Art. 9 : DUREE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation délivrée telle que définie par l'article 1 du présent arrêté est accordée, à compter de la notification du présent arrêté, **pour une durée illimitée.**

Elle sera périmée au bout de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Art. 10 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque date que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages autorisés par le présent arrêté, il ne pourra être demandé ni justificatif, ni indemnité. Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de la présente autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée par le préfet de Maine-et-Loire en cas de cessions irrégulières à un tiers ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

#### **Art. 11 : CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATION**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

#### **Art. 12 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Le pétitionnaire est tenu, dès qu'il en a connaissance, de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Art. 13 : DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Art. 14 : ACCES AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Art. 15 : AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Art. 16 : PUBLICATION**

Cet arrêté sera publié au *recueil des actes administratifs* de la préfecture et une copie sera déposée en mairie de Chemillé.

Un extrait, énumérant les principales prescriptions, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et au frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

**Art. 17 : EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Cholet, le président de la communauté de communes de Chemillé, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Maine-et-Loire, le maire de Chemillé et tout agent habilité à effectuer des contrôles, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **28 SEP 2007**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet de Cholet,  
Secrétaire général par intérim

Jean-Claude BIRONNEAU

*La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :*

- *par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la notification,*
- *par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière publicité*  
*(articles L. 214.10 et L. 514.6 du code de l'environnement)*



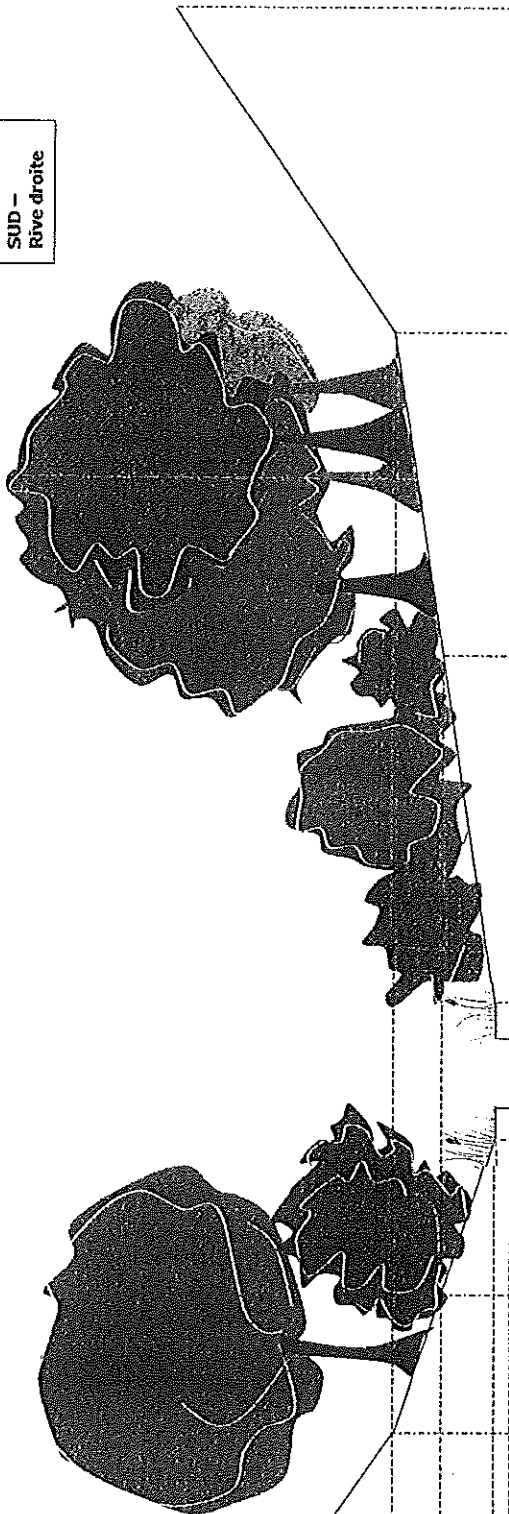
Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral du  
23.00742 568 65a du 28 Septembre 2007  
Pour le chef du bureau des affaires foncières  
et de l'urbanisme, absent  
Nathalie ROTH

La végétation arbustive et arborée est à  
privilégier sur une seule berge, la berge sud,  
afin de faciliter son entretien et d'apporter de  
l'ombrage au cours d'eau.

Pour T = 100 ans :  
- hauteur d'eau = 1.20 m  
- section mouillée = 8.8 m²  
- pente = 0.8 %

NORD –  
Rive gauche

SUD –  
Rive droite



Hauteur  
d'eau en m

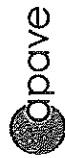
1.2  
0.6  
0.2  
0.0

Crue centennale  
Crue décennale  
Fond du lit mineur

Lit		mineur		majeur		6/1 à 7/1 (accès engins)		6/1 à 7/1 (accès engins)	
Largeur (m)		3.6		0.35 + 0.7 + 0.35		8.4		8.4	
Altitudes projet (m)		87.29		86.09		86.09		87.29	
Pente		3/1 à 4/1		3/1 à 4/1		3/1 à 4/1		3/1 à 4/1	
Ripisylve		<ul style="list-style-type: none"> <li>- transplantation du fragon piquant (Ruscus aculeatus) - espèce protégée - du cours actuel vers le nouveau cours d'eau</li> <li>- plantation de chêne pubescent (Quercus robur)</li> <li>- plantation d'aubépine monogyne (Crataegus monogyna)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- plantation de saule noir (Sambucus nigra)</li> <li>- plantation de frêne (Fraxinus excelsior)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- transplantation de saule ombellifère existante en partie aval dans le lit et en bordure du lit</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- plantation de saule noir (Sambucus nigra)</li> <li>- plantation de frêne (Fraxinus excelsior)</li> </ul>	

Commune de Chemillé (49)  
Projet ANJOU ACTIPARC « Des Trois Routes »  
Dossier de déclaration - Loi sur l'eau

Figure 13-b  
Dérivation de ruisseau de la Gueffene  
Profil en travers



# PROFIL TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN ET DU RUISSEAU

Amont

Altitude du terrain naturel → 94.67 m

A

94.78 m

B

Altitude du projet → 88.43 m

88.13 m

Profil en long du terrain naturel existant

Profil en long du ruisseau de la Guefferie au droit de la dérivation

## VUE DE DESSUS : SINUOSITE DU LIT MINEUR DANS LE LIT MAJEUR ET AMENAGEMENTS DIVERSIFIES DU RUISSEAU

Bord concave : tendance à l'érosion

Petit flot (0.70 m)

Lit mineur (largeur : 1.40 m)

Dépôt de sable (bord convexe)

Straite arborescente, arbustive et herbacée

Parcours au terrain naturel

Haie existante

Clture existante

### Des aménagements variés

- Pour diversifier les vitesses d'écoulement :

Déflecteur en pierres

Déflecteur central en pierres et bois

- Pour protéger les berges de l'érosion

Plantation d'hélophytes ou d'arbustes

Blocs de pierre ou bois

### Une granulométrie variée

Cailloux - matériaux fins

Gaviers grossiers ou galets

Bloc de pierre empêchant le mélange d'éléments de granulométrie différente

Vu pour être annexé

à l'arrêté préfectoral de

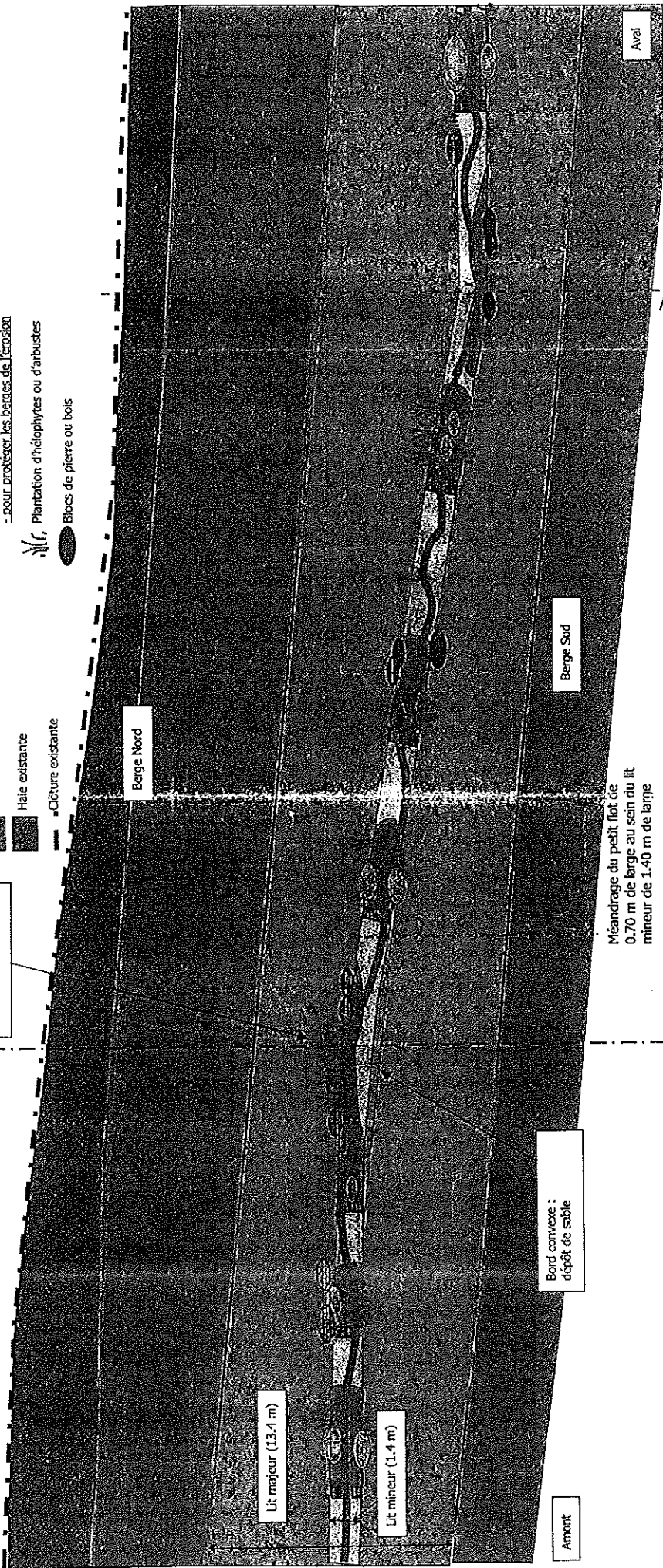
D3-2007 n° 5686 du 28 Septembre 2007

Pour le chef du bureau des affaires foncières

et de l'urbanisme

Aval

Nathalie Roté.



Méandrage du petit flot de 0.70 m de large au sein du lit mineur de 1.40 m de large

100 m (en limite de l'implantation du site d'ISOVER)

Méandrage du lit mineur de 1.40 m de large au sein du lit majeur d'environ 13 m de large

Commune de Chemillé (49)

Projet Anjou ACTIPARC

« Des Trois Routes »

Diag. et Coopération - 100 rue de la

Figure 13-a

Document de référence pour l'élaboration

du projet de plan de gestion des eaux

du territoire

